

L'impôt—Loi

«Par conséquent, ... le Canada devra payer quatre milliards de plus par an en intérêts sur la dette extérieure. Le cours de notre monnaie demeurerait vulnérable, c'est certain, tant qu'Ottawa n'adoptera pas une attitude moins injuste à l'égard des investisseurs étrangers.»

La montée vertigineuse des intérêts à verser sur la dette extérieure est une des conséquences flagrantes du Programme énergétique national. L'érosion de notre monnaie en est une autre. La flambée des taux d'intérêts n'est pas étrangère non plus au programme énergétique ...

La montée des taux d'intérêts, due, en partie du moins, au PEN, a largement contribué à plonger notre économie dans une récession. A une époque où il faudrait des intérêts moins élevés pour favoriser la reprise économique, ... le Canada ne pourra sans doute pas participer pleinement à une éventuelle baisse des taux d'intérêt américains à cause de la faiblesse de son dollar.

Voilà le drame des Canadiens, voilà le drame que le gouvernement du Canada a provoqué par ses faits et gestes.

Quel tort est-ce que ces gestes inconscients du gouvernement du Canada font aux entreprises canadiennes? Dans la *Gazette*, le Montréalais Jack McArthur écrivait ce qui suit le 27 avril sous le titre «Les bénéfices des sociétés en chute libre»:

«Je n'ai jamais vu les hommes d'affaires aussi sombres, disait un ancien des conseils d'administration.

D'après le Business Council on National Issues, le ratio des bénéfices à l'activité économique est presque certainement à son niveau le plus bas depuis l'après-guerre au Canada.»

Cela évidemment se répercute sur les recettes que l'État tire de l'activité privée, donc sur les montants qu'il doit emprunter quand l'activité industrielle et économique subit une chute brutale. M. McArthur poursuivait:

Si la baisse des bénéfices avait été plus modérée ... les dirigeants seraient moins sombres ... Les mises à pied ... auraient été moins brutales, et les reports de travaux de construction et d'achats de matériel n'auraient pas été aussi rui-neux pour l'emploi et les revenus.

Par la faute de qui? M. McArthur ajoutait:

On en rend responsables à divers degrés les effets généraux de la récession canadienne et étrangère; la cherté de l'argent, qui éponge les bénéfices des sociétés ayant le malheur d'être lourdement endettées; la fiscalité «excessive» et l'intervention étatique dans les décisions des entreprises; les hausses salariales qui gravitent autour de 13 p. 100 en moyenne annuelle.

• (1720)

L'intervention du gouvernement est la principale cause de nos maux économiques. Voici que le gouvernement actuel, le grand responsable des difficultés qu'éprouvent les entreprises, petites et grandes, de notre pays, se présente maintenant à la Chambre pour nous demander par le biais du bill C-93 de l'autoriser à emprunter 6.6 milliards de dollars, afin de continuer d'appliquer à fond de train la politique dommageable qu'il poursuit depuis 14 ans que le premier ministre actuel dirige le parti libéral. Ce faisant, il démontre son ignorance complète de la réalité économique. Il détruit notre substance même. La marque distinctive du gouvernement libéral actuel, c'est le gaspillage.

Je n'en veux pour preuve que le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, l'organisme où se pratique le gaspillage le plus éhonté. Le pire, c'est que personne au gouvernement ne semble s'en soucier. On ne s'intéresse apparemment qu'à protéger ses arrières et son avenir. Le plus triste, c'est que les ministres refusent absolument d'intervenir pour remédier à une situation qui empoisonne l'existence des Canadiens.

Quelqu'un doit prendre les choses en main. J'ai ici un article de la *Gazette* de Montréal du jeudi 29 avril publié sous le titre:

«Les libéraux perdent le contrôle du gouvernement, selon une étude». En voici un extrait:

Le gouvernement ne peut plus maîtriser les conflits et les divisions politiques engendrées par ses politiques, selon les conclusions d'une étude des dépenses fédérales effectuée par l'École d'administration publique de l'Université Carleton.

De plus, c'est l'anarchie dans les dépenses énergétiques et les plans visant à réduire le déficit fédéral sont voués à l'échec, soutient le rapport très sévère rendu public cette semaine.

L'article poursuit en ces termes:

... «ils font face à des problèmes qui pourraient se révéler impossibles à résoudre» alors qu'ils s'efforcent d'appliquer le reste de leur stratégie politique, écrit le directeur de la publication, le P^r Bruce Doern, dans l'introduction de l'étude intitulée «Comment Ottawa dépense vos impôts».

L'article ajoute:

... le combat que mène Ottawa pour réduire ses dépenses afin de lutter contre l'inflation est «insuffisant», soutient l'étude.

On pourrait le qualifier en termes beaucoup plus énergiques et catégoriques que «insuffisant», à mon avis.

Toujours selon l'article:

Le rapport indique également que les dépenses énergétiques sont effrénées, car le Programme énergétique national renferme de nombreux engagements envers la population qui, selon les décideurs du domaine de l'énergie, ne peuvent être respectés.

Que se passe-t-il dans l'Ouest? Eh bien, il est vraiment triste de voir le peu d'efforts sincères déployés par le gouvernement libéral pour tenir compte des besoins légitimes des Canadiens de cette région. Dans son article du 1^{er} mai, Charles Lynch a écrit:

Le gouvernement du Canada vient tout juste d'annoncer l'amélioration de son ambassade dans cette terre lointaine qu'il connaît peu, l'Alberta.

Il ajoute:

L'«ambassadeur», dans ce cas, M. Bruce Rawson, a cessé d'être connu comme le conseiller principal aux affaires de l'Ouest du Bureau du Conseil privé pour devenir coordonnateur du développement économique du gouvernement fédéral à Edmonton.

Et encore:

Selon le sénateur Olson, son message sera envoyé aux personnes compétentes à Ottawa, jusqu'au niveau des sous-ministres. Cela permettra de veiller à ce que le message soit clair et rapidement transmis à qui de droit.

Quelle foutaise! Les habitants de l'Ouest ne veulent pas être reconnus par les bureaucrates des échelons supérieurs. Ils veulent leur place dans le système politique de ce pays. Il faudra donc procéder à des réformes importantes, et c'est à cette tâche que la Chambre devrait se consacrer, avec toute sa créativité, dans les quelques semaines et mois à venir.

Il y a beaucoup à dire sur ce sujet et j'ai bien d'autres documents de prêts, mais j'espère que le ton de mes observations n'a laissé planer aucun doute quant à mon opinion sur la façon dont ce gouvernement administre des programmes et des politiques qui doivent venir en aide aux Canadiens.

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, il y a un peu plus d'un an que j'ai pris la parole au sujet d'une mesure semblable. Elle était semblable en ce que c'était aussi une mesure autorisant un pouvoir d'emprunt. L'année dernière, j'ai dit que j'étais impressionné par la simplicité du bill et le fait qu'il était plus mince que la plupart des bills qu'il nous est donné d'étudier. Hormis le titre, il ne renfermait qu'un seul article. Cet article unique demandait l'autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars.